

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du budget, des comptes
publics, et de la réforme de l'Etat

NOR : BCRD 1002036 C

Circulaire du 13 octobre 2010

Régime fiscal et douanier applicable aux importations effectuées par un auto-entrepreneur

Le ministre du budget, des comptes publics, et de la réforme de l'Etat

La présente instruction a pour objet d'informer le service et les opérateurs du régime fiscal et douanier applicable aux importations effectuées par un auto-entrepreneur.

L'entreprise exerçant son activité sous le statut de l'auto-entrepreneur bénéficie obligatoirement du régime de la franchise en base de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), prévu au I de l'article 293 B du code général des impôts (CGI). Les bénéficiaires de cette franchise sont dispensés du paiement de la TVA sur leurs opérations de vente et ne peuvent corrélativement pratiquer aucune déduction de la TVA se rapportant aux biens et services acquis ou importés pour les besoins de leur activité. En matière de facturation, ils doivent indiquer sur les factures ou tout autre document en tenant lieu qu'ils sont susceptibles de délivrer la mention : "TVA non applicable, article 293 B du CGI." Par conséquent, l'auto-entrepreneur acquitte la TVA sur les marchandises qu'il importe sans pouvoir la déduire, comme pour ses propres achats effectués sur le territoire national.

L'auto-entrepreneur acquitte la TVA sur les marchandises importées en provenance de pays tiers, comme tout opérateur, dès lors que le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont intervenus conformément à l'article 293 A du CGI. Compte tenu de son statut fiscal, il ne peut pas déduire la TVA acquittée lors de l'importation, comme peut le faire un opérateur assujéti dans les conditions de droit commun (article 271 du code général des impôts).

L'auto-entrepreneur n'est pas obligatoirement enregistré au Registre du Commerce mais il lui est attribué un numéro SIREN ainsi qu'un numéro SIRET.

I - Etablissement de la déclaration en douane

A. L'octroi d'un numéro EORI

Avant d'accomplir ses formalités douanières, l'auto-entrepreneur, ou son représentant, doit se rapprocher de son bureau de douane territorialement compétent afin de se faire enregistrer dans la base communautaire des opérateurs économiques EORI (Economic Operators Registration and Identification) conformément aux dispositions prévues à l'article 4 *terdecies* des dispositions d'application du code des douanes communautaires.

A l'issue de cet enregistrement, l'auto-entrepreneur recevra un numéro d'immatriculation EORI, valable dans toute l'Union Européenne, qui doit être utilisé comme identifiant dans ses relations avec les autorités douanières à l'instar de l'accomplissement des formalités douanières à l'importation.

B. Remplissage de la déclaration en douane

Sur la déclaration d'importation, l'auto-entrepreneur sera identifié en case 8 (destinataire) du DAU (document administratif unique) par son numéro d'identifiant EORI, son nom ainsi que son adresse complète s'il est désigné comme destinataire des marchandises dans les conditions reprises aux annexes 30bis, 37 et 38 des dispositions d'application communautaires.

Si l'auto-entrepreneur fait la déclaration en douane en son nom propre, alors il aura le statut de « *déclarant* » conformément à l'article 4-18 du code des douanes communautaire. A ce titre, il devra reporter en case 14 (déclarant) du DAU son numéro d'identifiant EORI, son nom ainsi que son adresse complète conformément aux dispositions prévues aux annexes 37 et 38 des dispositions d'application du code des douanes communautaire.

L'auto-entrepreneur, à l'instar des autres opérateurs, peut se faire représenter auprès des autorités douanières pour l'accomplissement des actes et formalités prévus par la réglementation douanière conformément à l'article 5 du code des douanes communautaire. Cette représentation peut être directe (dans ce cas le représentant agit au nom et pour le compte de l'auto-entrepreneur), **ou** indirecte (dans ce cas le représentant agit en son nom propre, mais pour le compte de l'auto-entrepreneur). En cas de représentation, l'auto-entrepreneur sera repris en case 8 du DAU et le représentant en case 14 du DAU.

II - Acquittement des droits et taxes

A. Dette douanière

Le montant des droits de douane est établi en fonction de l'espèce, de l'origine et de la valeur des biens importés. La naissance de la dette douanière ainsi que les débiteurs éventuels sont définis aux articles 201 et suivants du code des douanes communautaire.

B. Dette fiscale

Lors de l'importation de marchandises, les auto-entrepreneurs sont redevables de la TVA mais aussi, éventuellement, des taxes ou des cotisations qui lui sont assimilées. Le montant de la TVA à acquitter est fonction de la position tarifaire de la marchandise et de sa valeur en douane. Le taux est celui prévu par la réglementation fiscale applicable au produit importé.

Le 13 octobre 2010

Pour le ministre, et sur délégation,
L'inspecteur des finances,
Chargé de la sous-direction des droits indirects

Signé

Henri HAVARD